



MENER UNE BATAILLE MORALE

Managua, 2 déc.- A quelques heures de son départ pour le Brésil où il devait assister au Congrès du Parti des Travailleurs, Daniel Ortega a accordé une entrevue au quotidien Barricada, au cours de laquelle il insiste sur la bataille morale que doit mener le Front Sandiniste et sur la nécessité de regrouper les forces révolutionnaires du pays aujourd'hui dispersées.

Barricada: Quelle est la principale bataille à livrer pour le FSLN ?

DO: Le plus grand danger, ce ne sont pas les armes de l'impérialisme ni les actions violentes de l'extrême-droite. La bataille principale doit être menée sur le plan éthique, moral. On essaie de vendre aux Nicaraguayens la légitimité d'une société de consommation; on veut nous arracher nos valeurs, notre éthique révolutionnaire qui postule le bien-être et non pas la consommation. Il n'est pas question d'aspirer à une société de crève-la-faim ni de transformer le Nicaragua en monastère mais d'éveiller dans la société le sentiment de solidarité qui existe en chacun.

B: Comment les sandinistes se préparent-ils à cette nouvelle étape ?

DO: Il faut susciter la discussion dans nos rangs. Nous avons débattu de cette question au sein de l'Assemblée Sandiniste : quelles sont les valeurs, les critères éthiques qui peuvent nous unir ? Lorsque le sandinisme luttait contre Somoza, nous jouissions d'un capital moral mais non politique ni matériel. Avec le triomphe de la Révolution, nous avons acquis un capital politique et matériel. Nous avons une éthique gouvernementale, les salaires des fonctionnaires étaient très bas et ceux-ci n'avaient pas le droit de toucher des commissions. Nous n'avons pas été capables de reformuler une proposition sur ce terrain alors que le FSLN grandissait, une fois installé au pouvoir. Le parti a présenté alors une dualité : il abritait un groupe minoritaire de militants sandinistes soumis à cette éthique alors que d'autres personnes qui y entraient pouvaient être des patrons, des producteurs. De plus, le pouvoir matériel tend à contaminer les valeurs morales. Après la défaite électorale, nous nous sommes retrouvés avec un FSLN jouissant d'un capital politique et de quelques ressources matérielles.

Nous nous retrouvons aussi avec un Front Sandiniste dont les forces sont très dispersées. Nous avons organisé le Congrès mais nous en attendions plus que ce que nous avons pu faire. Nous ne pouvons pas dire qu'après le Congrès

SOMMAIRE

Mener une bataille morale

La chasse aux sandinistes est ouverte

L'avertissement du Général Ortega

Situation politique : toujours pas de consensus

Nous avons besoin de bâtir une espérance

La privatisation dans les bananeraies

Les démobilisés de la contra attendent encore

40 P 11481



nous avons été capables d'améliorer nos mécanismes de communication et nos méthodes afin de regrouper les forces sandinistes. Cela a à voir avec les structures mêmes de ce Congrès. Nous n'avons pas eu le temps d'être créatifs, nous avons agi de manière conservatrice et mécanique.

La réalité sociale mondiale démontre que les gens s'éloignent des forces politiques organisées dans les partis. Cela se manifeste par un fort abstentionnisme. Nous devons accepter le fait que les structures actuelles du FSLN ne sont pas les meilleures. La Direction Nationale, l'Assemblée Sandiniste, le Congrès lui-même, les comités départementaux, les organisations de masse tendent à être excluants. Nous ne sommes pas parvenus à rompre ces structures par de nouvelles formes d'organisation dans lesquelles les dirigeants acceptent d'avoir en face d'eux des forces sociales fortement politisées qui veulent participer à la direction. Nous devons trouver les formes d'une organisation, d'une communication propres à regrouper les forces sandinistes dispersées. Beaucoup de gens sont déconcertés mais avec le désir d'agir. Le problème de cette nouvelle organisation n'est pas de type administratif mais participatif. Nous devons parvenir à promouvoir des critères éthiques, moraux, des valeurs propres à unir les sandinistes de différente origine sociale et économique.

B: Ces différences sont-elles très marquées?

DO: Oui, et particulièrement dans la nouvelle situation. Seules les valeurs morales peuvent nous unir avec la solidarité qui y correspond.

B: Pensez-vous que cette solidarité existe encore ou qu'elle se perd?

DO: Je pense qu'elle est affaiblie mais que le potentiel est là. Il y a des confusions. Beaucoup croient que nous devons tous nous transformer en patrons, qu'il n'y a pas d'autres chemins que la consommation, les affaires, le capitalisme et qu'il faut maintenant défendre et justifier ces valeurs. Nous avons lancé cette discussion au sein de l'Assemblée Sandiniste mais il faut aller plus loin. Les dirigeants doivent se faire les promoteurs du débat sur ces questions et mobiliser les militants. Il faut impulser des changements qui transforment les consciences, des changements de conception. -(ANN/Barricada)

LA CHASSE AUX SANDINISTES EST OUVERTE

Managua, 10 déc.- Le maire de Managua, Arnoldo Aleman, leader incontesté de l'extrême-droite, s'est lancé avec ses alliés dans la chasse aux "subversifs", comme au bon vieux temps du somozisme. La riposte des sandinistes à l'attentat contre le mausolée de Carlos Fonseca, le 9 novembre, lui a fourni le prétexte d'une campagne qui a abouti à des arrestations arbitraires ainsi qu'à l'inculpation de deux journalistes dont le délit est d'être sandinistes et de rendre compte des faits. Quant à la plainte qu'il a déposée contre Daniel Ortega, accusé d'être l'instigateur du saccage des bureaux municipaux, le Procureur de la République devra décider dans les jours prochains si elle est recevable. L'extrême-droite, qui rêve d'en finir avec le san-

dinisme, utilise les méthodes qui sont les siennes sous toutes les latitudes : elle intimide, elle s'en prend à la liberté d'expression, elle fait circuler des listes noires, elle utilise des films tournés pendant les manifestations et elle appelle à la délation.

Le quotidien Barricada est dans le collimateur avec deux de ses journalistes accusés, l'un de "terrorisme et participation à l'émeute", l'autre de "calomnies et injures". Le premier, Pablo Emilio Barreto (voir bulletin précédent) aurait été "vu" sur les lieux des événements -alors qu'il se trouvait au siège de Barricada- et est accusé par le maire d'avoir fomenté le saccage de ses bureaux. Il couvre pour le quotidien sandiniste les affaires municipales de Managua, ce qui est largement suffisant pour faire de lui un terroriste aux yeux d'A. Aleman. Le second, Juan Ramon Huerta, est correspondant à Matagalpa et fait l'objet d'une plainte déposée par le ministre au Rapatriement, Jaime Cuadra, connu comme l'idéologue et le meneur des forces d'extrême-droite de la région. J. R. Huerta est coupable d'avoir fait son métier en rendant compte dans ses colonnes d'une provocation armée préparée contre les sandinistes par des chefs recontras et certains dirigeants de l'UNO, tous proches de J. Cuadra.

A la suite des listes noires remises par le maire au ministère de l'Intérieur et à la Police, 22 personnes ont été assignées à résidence, dont P. E. Barreto, pour leur supposée participation à la destruction des biens municipaux et 5 sont en prison. Certains de ces détenus ont été reconnus sur des films vidéos tournés par des journalistes étrangers qui ont accepté de les remettre au ministère de l'Intérieur. Le maire de Managua n'a pas caché qu'une de ces vidéos avait été envoyée aux Etats-Unis pour y être travaillée : on en tirera des photographies qui seront ensuite publiées au Nicaragua afin que les protagonistes puissent être "identifiés et dénoncés", a-t-il dit.

Mais A. Aleman vise également les têtes. Il a donc déposé une plainte contre Daniel Ortega, qui a été vu "en train de sourire" après les manifestations violentes du 9 novembre et est accusé d'être l'instigateur du saccage des bureaux de la mairie. Interrogé au sujet de cette plainte, le leader sandiniste s'est contenté de répondre : "Cela signifie seulement que ce clown a envie de se battre".

Un clown qui bénéficie d'appuis et d'un bras armé, et dont l'envie de se battre pour le pouvoir doit être prise au sérieux dans un pays où le droit ne fait plus loi. -(ANN)

L'AVERTISSEMENT DU GENERAL ORTEGA

Managua, 3 déc.- L'Armée populaire sandiniste (EPS) fera tous ses efforts pour s'opposer aux "activités terroristes" et démanteler "les groupes irréguliers", a annoncé le Général Humberto Ortega à l'occasion de la Journée du Soldat, fin novembre.

A travers un communiqué lu en présence du ministre de la Présidence et du ministre de l'Intérieur, le Général Ortega s'est prononcé sur les événements violents survenus à Managua le 9 novembre. Le chef de l'Armée a exprimé ses positions au moment où la droite cherche à profiter de la discussion du budget pour abolir l'EPS. La "passivité" de l'Armée face aux manifestations sandinis-

tes qui ont suivi la profanation du mausolée de Carlos Fonseca a en effet été mise en avant par les forces de droite -entre autres par la Conférence épiscopale- comme preuve de l'incapacité de l'EPS à appuyer la politique gouvernementale.

Le Général Ortega s'est déclaré disposé à "aider la police à rétablir l'ordre avec fermeté lorsque les manifestations sortent du cadre légal". Cette décision se réfère "aux actions violentes commises dans les zones rurales comme en ville". Le Général a exigé que "recompas comme recontras démantèlent immédiatement leurs organisations paramilitaires". Il estime qu'il s'agit dans les deux cas "d'un mécanisme incorrect" pour garantir leur sécurité mais les témoignages des sandinistes exposés aux attaques des recontras contredisent cette appréciation. Le Secrétaire politique du FSLN à Jinotega, Marvin Castro, a signalé que les recompas s'étaient organisés parce qu'aucune institution officielle ne venait protéger ceux qui sont la cible de la recontra.

La condamnation des "méthodes violentes des extrémistes de divers secteurs politiques" (H. Ortega) apparaît donc comme une simplification des motivations des recontras quand ils sèment la terreur dans les campagnes, des recompas quand ils défendent les paysans menacés et des travailleurs quand ils occupent des terres ou des entreprises. En effet, la "juste politique gouvernementale faite de tolérance, de dialogue et de persuasion" n'est qu'une illusion pour les paysans sans terres, pour les chômeurs et les travailleurs en lutte pour leur emploi.

Face à l'augmentation des conflits sociaux qui ne peut manquer d'accompagner la politique néo-libérale d'ajustements et d'austérité, l'appel à la "stabilité nationale" et l'avertissement lancé sans distinction aux différents secteurs sont préoccupants. Le ministre de la présidence, Antonio Lacayo, a qualifié le discours du Général Ortega de "très opportun car il aborde les thèmes en discussion entre les forces politiques du pays".- (ANN)

SITUATION POLITIQUE: TOUJOURS PAS DE CONSENSUS

Managua, 11 déc.- Alors que la session parlementaire va prendre fin, aucun des grands problèmes nationaux qui sont en débat depuis plusieurs mois n'ont été réglés. Le régime de propriété, le budget et les réformes à la constitution ont creusé le fossé entre l'extrême-droite de l'UNO et l'exécutif.

A la suite des événements du 9 novembre, une réunion entre Antonio Lacayo et les partis de l'UNO avait abouti à un accord sur l'idée d'un dialogue national gouvernement-UNO-FSLN. La première rencontre préparatoire entre les deux premiers a abouti à un échec, mais il est clairement apparu que l'exécutif peut compter sur le soutien de quatre formations de la coalition. La présidente Chamorro a décidé de repousser le dialogue tripartite au mois de janvier. Quant au FSLN, il appuie le gouvernement dans son affrontement avec l'extrême-droite, dont l'Assemblée nationale est le fief.

La question de la propriété n'a pour l'instant pas avancé d'un pouce. La tentative d'élaborer un texte de consensus à partir de la "loi César" votée par l'Assemblée et les décrets émis par la présidence a échoué et la discussion du veto présidentiel à la "loi César"

n'a toujours pas eu lieu. L'examen du budget 92 est venu aggraver la tension. La proposition de l'exécutif a été étudiée par une commission de l'Assemblée qui n'a pas réussi à se mettre d'accord sur un texte commun. La majorité de ses membres a proposé cette semaine de réduire le budget de l'Armée, de la Présidence, du ministère des Finances et du ministère des Relations extérieures et d'augmenter les budgets sociaux (éducation, université, logement et victimes de la guerre) et ceux de l'Assemblée, de la Justice, du Pouvoir électoral, de la Cour des comptes, de la Vice-présidence et de l'Institut de développement de la Côte atlantique. De son côté, la minorité (FSLN et un député "du centre") estime que les budgets sociaux doivent être augmentés davantage et inclure la Santé, et refuse le reste de la proposition. Si le texte de la majorité est rejeté par les députés, ce qui est très possible car il y a accord entre le FSLN et les quatre partis "du centre" de l'UNO pour soutenir globalement les positions de l'exécutif, celui de la minorité sera examiné.

La bataille du budget, qui est décisive, prend une allure surprenante du fait que le FSLN veut donner un coup d'arrêt à la montée de l'extrême-droite et privilégie des aspects stratégiques pour lui. Il a dû faire des concessions à l'exécutif, dont la proposition de budget tient compte des "recommandations" du FMI et de la Banque mondiale, en échange du maintien du budget de l'Armée et de l'assurance que la présidence ne va pas retirer son veto à la "loi César". Cet accord avec le gouvernement va sans doute se maintenir pour affronter l'étape suivante: la discussion des réformes à la constitution, par lesquelles l'extrême-droite va tenter de réduire les pouvoirs de l'exécutif. -(ANN)

NOUS AVONS BESOIN DE BATIR UNE ESPERANCE

Un entretien avec Edgardo Garcia

Sergio Ferrari

Managua, déc.- La dynamique du secteur agricole occupe une place importante dans le bilan que l'on peut tirer de 1991. Pour Edgardo Garcia, dirigeant de l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC), cette année a été différente de la précédente, marquée par des luttes frontales. Le responsable syndical a fait pour l'ANN une analyse de la situation.

SF: L'année 1991 a été moins explosive mais elle a eu une importance décisive en particulier en ce qui concerne la propriété. Quel bilan en tires-tu?

EG: Notre action fondamentale a été liée à l'application des accords de la concertation d'octobre 1990. Le moment le plus tendu a sans aucun doute été au mois de mars, quand le gouvernement a introduit le cordoba nouveau et procédé à la dévaluation. Nous avons fait une concession: nous avons accepté une trêve pour permettre, au moment où reprenait le cycle agricole, de discuter des questions de financement et de création d'emploi. C'est-à-dire pour permettre la relance.

Cette année a été moins agitée parce que nous avons accepté la trêve qui confirmait notre disposition à respecter un gouvernement qui a été élu. Mais nous avons continué à jouer notre rôle, à défendre l'emploi, les salaires et le niveau de vie. La logique de notre position, c'était que la relance ne soit pas menacée par nous.

SF: Cette logique a consisté à faire passer les intérêts nationaux avant ceux des travailleurs?

EG: Avec la concertation, nous avons créé les conditions nécessaires pour que les récoltes aient lieu et que les semences soient faites en mai. Nous avons compris ce qu'il était possible de défendre dans ces circonstances, un salaire, les avantages en nature, un emploi, tout en garantissant les récoltes.

LA PROPRIÉTÉ, UNE BATAILLE STRATÉGIQUE

En 1991, la bataille stratégique a été celle de la propriété. En février, nous sommes parvenus à un accord avec le gouvernement à propos des terres de l'entreprise d'Etat Hatonic, qui ont été distribuées à la contra et aux démobilisés de l'armée. Les travailleurs ont fait un pas décisif vers le partage de la propriété et la Réforme agraire en faveur des chômeurs. Nous avons profité du cadre de la concertation pour que ce partage soit effectué. Il est évident que cela n'a pas amélioré les conditions de vie. Nous avons mené la négociation sur la propriété comme une lutte stratégique, pour pouvoir faire la preuve dans le futur de la force des entreprises appartenant aux travailleurs. Cela a parfois signifié de ne pas recevoir de salaire, car certaines entreprises étaient bloquées (et dans quelques cas elles le sont toujours).

Pour revenir à ta question, la trêve de mars à mai a représenté une période critique. Nous avons discuté de la façon dont nous allions sortir de cette trêve, des nouveaux axes de lutte que nous pouvions impulser, tout en maintenant l'idée de la relance comme solution possible.

LE GOUVERNEMENT N'EST PAS NOTRE AMI

SF: Différentes forces syndicales se demandent pourquoi continuer à négocier et attendre quelque chose d'un gouvernement qui ne respecte pas les accords qu'il signe.

EG: Il ne s'agit pas de croire ou de ne pas croire. La meilleure preuve, c'est que le gouvernement a fixé le salaire minimum à moins d'un dollar par jour, avec en plus tout le chômage qu'on connaît. Par contre, il s'agit de préserver des espaces pour négocier sur des questions à court ou moyen terme, comme la propriété. Je ne pense pas que les conditions de vie vont s'améliorer en 1992 mais j'estime que les entreprises appartenant aux travailleurs démontreront qu'elles peuvent leur apporter quelques avantages. Les propriétaires privés devront offrir les mêmes ou laisser une partie de leur propriété à leurs ouvriers. Les entreprises des travailleurs sont stratégiques car elles vont introduire une concurrence économique mais surtout sociale. Le problème n'est pas que le gouvernement soit ou non notre ami: nous savons qu'il ne va pas l'être car il est davantage représentatif du patronat.

SF: Quelle est la force du mouvement syndical agricole?

EG: Il est évident que l'influence de l'ATC a grandi dans le monde rural à partir de la discussion sur la propriété, qui concerne

non seulement la protection de l'emploi mais aussi la possibilité que les enfants héritent de la terre.

SF: Quels sont les objectifs pour l'année prochaine?

EG: Nous sommes en période d'organisation des travailleurs. Nous nous proposons de continuer à lutter pour les revendications mineures, de poursuivre la Réforme agraire comme solution au chômage mais aussi de mettre en place des éléments qui nous seront utiles à moyen terme, comme la propriété ou le maintien des institutions politiques.

Nous voulons également terminer les négociations sur la propriété dans différentes branches, le café, le coton, la banane, le tabac et le riz. Si nous y parvenons au cours du premier trimestre, nous pourrions négocier les politiques de financement pour le début du cycle agricole en avril-mai.

Nous avons aussi d'autres objectifs, en particulier la lutte pour les travailleuses: il s'agit de défendre leur emploi et de trouver pour elles des solutions d'autosubsistance.

LE SANDINISME, L'ESPERANCE ET L'UTOPIE

SF: Sur le plan politique, le sandinisme donne l'impression d'être désorienté, de manquer de cohérence dans sa ligne et de laisser la base dans la solitude. Partages-tu l'opinion de certains sur la faiblesse du FSLN?

EG: Non. Il faut se rappeler que nous sommes plus qu'un parti, nous sommes un mouvement national. La logique économique actuelle oblige à des révisions. Un de nos points positifs a été de reconnaître qu'en février 1990, nous n'avions pas avec nous tous les gens que nous pensions. Quant au bilan, je crois que le débat interne a été riche en leçons. Nous avons pu poser le problème de la relève de la direction.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une espérance nationale, qui pour l'instant n'existe pas. Elle est en train de se bâtir, mais ce n'est pas encore clair. Si nous comparons le programme du FSLN en 1969 au document de l'Assemblée des forces sandinistes d'El Crucero en 1990 et aux résultats du Congrès de juillet, on peut dire que techniquement on a perdu quelque chose; cependant ce qui fait le plus défaut, c'est l'espérance qui va sûrement surgir quand nous nous proposerons de lancer une offensive pour reprendre le pouvoir. Mais ce n'est pas le moment, car les élections sont encore loin.

SF: Quand tu parles d'espérance, tu te réfères à un projet?

EG: Pas seulement à un projet, pas seulement à un programme, mais à tout cela plus l'utopie. Je vais être franc: les élections passées ne contenaient pas d'utopie. Le slogan "Tout ira mieux" n'exprimait qu'un programme.

SF: Comment reconstruire cette utopie?

EG: Chacun peut commencer dans son secteur. Nous, par exemple, nous pouvons nous battre pour que la Réforme agraire se poursuive, pour que les entreprises des travailleurs se développent. L'utopie, c'est de ne pas créer des entreprises pour les capitalistes. Construire, avec le programme, un projet qui ait sa part d'utopie. - (ANN)

LA PRIVATISATION DANS LES BANANERAIES

Managua, déc.- L'accord de privatisation auquel sont parvenus le syndicat ATC des bananeraies, qui regroupe environ 95 % des travailleurs de cette branche, et le gouvernement est sans doute parmi les meilleurs qui aient été signés dans l'agriculture. C'est l'entreprise d'Etat Bananic qui produisait et commercialisait les bananes pendant la Révolution, mais les plantations en elles-mêmes et l'infrastructure nécessaire au traitement n'avaient jamais été confisquées. La privatisation de Bananic va se faire de la façon suivante:

- les propriétaires des plantations redeviennent producteurs mais 25 % de la production appartiendra aux travailleurs

- une entreprise de commercialisation sera créée, dont 75 % des actions appartiendront aux patrons et 25 % aux travailleurs. Une réglementation interdira que ces pourcentages varient. Les ouvriers n'ayant pas de capital pour acheter les actions, il est prévu un paiement échelonné prélevé sur la production appartenant aux travailleurs.

- l'Etat a donné des terres pour que les travailleurs créent leur propre entreprise, dont ils seront actionnaires. Ces terres, qui ne seront pas vendues contrairement à ce qui a été décidé dans d'autres branches, ont une surface égale au tiers des plantations qui existent actuellement. Les postes de travail ainsi créés seront occupés principalement par les ouvriers licenciés à cause de la restructuration.

Le leader syndical Marcelino Garcia reconnaît que la privatisation est un recul mais souligne que la victoire de l'ATC consiste à avoir empêché le retour des grandes multinationales de la banane. Il précise que le gouvernement n'a pas voulu conserver une part de la propriété de Bananic à cause du FMI qui s'opposait également à l'octroi d'une participation de 25 % aux travailleurs. Les acquis sociaux, importants dans ce secteur, ne vont pas tous être conservés. Par exemple, les travailleurs devront assumer 25 % des frais de fonctionnement des crèches et des dispensaires. La privatisation va commencer et une commission bipartite a été constituée pour faire l'inventaire, organiser les nouvelles structures, régler les questions financières et juridiques.

Les principaux acheteurs de la banane nicaraguayenne, qui est parmi les moins chères, sont l'Allemagne, la Pologne, la Yougoslavie et l'Italie. Le marché des pays de l'Est, sur lequel tout le monde comptait, s'est révélé moins intéressant que prévu. Mais l'unification de l'Europe en 1992 fera tomber les barrières qui protègent actuellement les anciennes colonies des pays de la Communauté: les producteurs nicaraguayens auront alors plus de chance d'élargir leur marché.

M. Garcia, au cours de l'entretien qu'il a accordé à l'ANN, a signalé la création au sein de l'ATC d'une Fédération paysanne qui regroupe les chômeurs de l'agriculture et les travailleurs temporaires, comme il en existe dans les bananeraies où certaines catégories, en particulier les postes occupés par les femmes, ne travaillent en moyenne que trois jours par semaine. Environ 9 000 familles appartenant à ces deux groupes occupent actuellement des terres, de façon illégales, et n'ont pas accès au crédit. Elles cultivent pour

leur propre consommation mais veulent diversifier leur production afin de s'autofinancer. L'ATC cherche des marchés pour des produits non-traditionnels, comme le sésame, le miel, la noix de cajou, dont la commercialisation pourrait être parrainée par des organisations solidaires. -(ANN)

LES DEMOBILISES DE LA CONTRA ATTENDENT ENCORE

Managua, 3 déc.- Depuis le Centre national d'assistance et de planification des Pôles de développement, Rodolfo Ampie, ancien chef des services secrets de la contra connu sous le nom de l'Invisible, recherche des financements et organise les projets économiques des démobilisés. Où en sont ces projets et où en sont les contras qui, après leur démobilisation, plaçaient en eux tous leurs espoirs ?

Après dix ans de guerre, a-t-il été facile de revenir à la vie civile sans grade ni poste au gouvernement ? "Je ne me suis pas battu pour être militaire ou ministre", répond l'Invisible qui dit n'avoir constaté ni complexe ni honte chez les démobilisés. Difficile cependant de croire que les contras ne voulaient pas leur part du pouvoir, une fois les sandinistes évincés. "Ceux qui pensent cela se trompent; le but de notre lutte n'était pas la prise du pouvoir, nous voulions aider à la démocratisation du pays". Pourtant, dans un témoignage publié récemment, un leader politique de la contra, Pepe Matus, affirme au contraire que les chefs militaires rêvaient tous de devenir colonels ou généraux et que la direction de la contra aspirait au gouvernement.

Le bureau de l'Invisible ressemble au Q.G. d'un général en pleine bataille. Une gigantesque carte du Nicaragua couvre le mur, des signaux de couleur marquent les territoires occupés par les démobilisés. "La situation demeure critique et précaire", reconnaît l'Invisible en indiquant que depuis juillet dernier, la CIAV a cessé d'apporter une aide alimentaire alors que moins de 50 % d'entre ceux qui ont reçu des terres ont pu semer et qu'aucun n'a accès au crédit. Les démobilisés sont mécontents du manque d'action et d'explication de la part du gouvernement qui n'a pas tenu ses promesses. Ils ont constaté que certaines des terres qu'on leur refuse sont attribuées à d'autres. Une partie des propriétés qu'on leur a données sont inaptes à la culture ou bien revendiquées par des propriétaires privés, des coopératives ou par l'Etat lui-même.

Le concept même de Pôle de développement doit être revu. Ce sont des terres isolées qui ont été attribuées sans qu'il y ait eu une politique concertée de banques de terres. Les démobilisés sont également confrontés au problème des titres de propriété. "Sans ces titres, il est difficile pour les gens de travailler à l'amélioration des terres. Cela favorise les propositions de rachat de la part des latifundistes". La vente a déjà commencé, même si elle est illégale. L'Invisible préconise une solution qui consisterait à accorder des titres portant une clause qui interdise de vendre la terre avant de l'avoir travaillée pendant trois ans et, s'il y a vente, que ce ne soit pas à un latifundiste mais à un paysan pauvre. "Nous devons faire prendre conscience à nos gens de la valeur d'un lopin de terre, qui représente pour eux et leur famille une sécurité économique".

Le manque de réponse du gouvernement a été en partie à l'origine du surgissement du phénomène recontra mais, selon l'In-

visible, sa cause essentielle réside dans les problèmes de sécurité "qui sont le talon d'Achille du gouvernement". Il ne met cependant pas les recontras à part. "Même s'ils sont armés alors que nous, nous agissons politiquement, il n'y a qu'une seule Résistance. Nous demandons comme eux que les accords sur la sécurité soient respectés". Il ne rejette pas davantage les ex-commandants contras qui ont annoncé la formation d'un parti politique, mais il n'est pas d'accord avec eux. "Je pense que ce n'est pas viable car les autres partis vont nous fermer leur porte. C'est en organisant économiquement nos gens que nous deviendrons un parti". - (ANN/Barricada)

EN BREF

ECONOMIE: TOUT VA TRES BIEN. C'est ce que dit le gouvernement au vu des résultats du plan d'ajustement appliqué depuis mars. La revue *El Tayacan* rappelle cependant quelques données à propos du "large soutien international" que le gouvernement dit avoir reçu: 47 o/o de l'aide internationale ont servi à payer la dette, 24 o/o sont partis en crédit aux importateurs, et 29 o/o en projets (santé, éducation, plan de reconversion des licenciés de l'Etat, soutien à la CIAV etc). L'argent octroyé aux importateurs a eu pour effet de ruiner l'industrie nationale, sans compter le peu d'utilité de certains produits achetés à l'étranger.

RETOUR TRIOMPHAL. Arturo Cruz, ancien membre de la Junta de gouvernement des premières années de la Révolution, ancien leader politique de la contra, revient au Nicaragua comme fonctionnaire de la Banque mondiale.

MANGER N'EST PAS UN BON CALCUL. C'est ce que déclaré un millionnaire étatsunien, Thomas Monaghan, qui s'est lancé dans la campagne destinée à réunir les fonds pour construire la cathédrale de Managua. "On donne plus au peuple si on lui donne la foi au lieu de nourriture. Il est important de faire la différence entre l'âme qui va au ciel et le fait de donner à manger, car l'éternité est beaucoup plus longue". Le millionnaire n'en a pas moins organisé, à Détroit, un repas à 500 dollars par personne pour la construction de la cathédrale. Mgr Obando, qui était présent, a déclaré que c'était "le premier grand projet au Nicaragua depuis 1972".

BLUEFIELDS sera pratiquement privé d'électricité durant tout le mois de décembre à la suite d'un problème technique du générateur principal. Impossible de conserver les aliments, pas de radio ni de télévision et éclairage à la bougie pour tous. Joyeux Noël pour les "blufileños" !

LA RECONTRA maintient son activité criminelle, en particulier dans la région centrale du Chontales. Au cours de ces derniers jours, une coopérative a été attaquée près de Villa Sandino où un jeune paysan a été tué et deux autres blessés; un affrontement entre

groupes recontras a fait cinq morts près de Santo Domingo; deux travailleurs de la fabrique de tabac de Juigalpa ont été assassinés. A la frontière du Honduras, trois honduriens ont été tués au cours du cambriolage de leur commerce. Mais c'est des recontras sandinistes que la CIAV-OEA s'est plainte auprès des autorités nicaraguayennes, protestant contre leurs "actions menaçantes". Protestation immédiatement soutenue par un message du Département d'Etat des Etats-Unis. Pendant ce temps, le Cardinal Obando a rencontré sept chefs de la recontra qui lui ont présenté une liste de leurs exigences. Ils réclament entre autres que les anciens contras constituent 50 % des effectifs de la Police, que de nombreux officiers de la Police et de l'Armée soient destitués et que les coopératives soient désarmées.

UCA. Le Père Xavier Gorostiaga, qui succède au Père Cesar Jerez décédé récemment, a pris possession de ses nouvelles fonctions de Recteur de l'Université Centraméricaine. L'ancien directeur de la revue *Pensamiento Propio* a déclaré qu'il poursuivrait la lutte pour une "université gratuite et aux portes grandes ouvertes".

EN GUISE DE REMERCIEMENTS. Le maire de Managua, Arnoldo Aleman, après avoir fait l'éloge de la vélocité des travailleurs de ses services à tout remettre en ordre après les manifestations du 9 novembre, leur a fait parvenir une récompense sous forme d'une lettre de licenciement pour 180 d'entre eux. Ils s'ajoutent à la liste des 1 052 travailleurs licenciés par la mairie depuis l'entrée en fonction d'A. Aleman.

MANAGUA EN CHIFFRES. La vie est belle aujourd'hui à Managua, avec la démocratie revenue. Finie la pénurie et les tristes rangées de boîtes de sardines soviétiques à l'infini sur les rayons des supermarchés! 18 000 voitures neuves sont arrivées dans la capitale depuis seulement un an, on peut capter 22 chaînes de télévision étrangères grâce au câble, choisir entre 7 marques de sauce tomate et 40 de shampooing. Il y a aussi 17 000 enfants à la rue (selon l'UNICEF). Pour survivre, ils volent, mendient, gardent les belles voitures neuves sur les parkings et inhalent de la colle pour oublier tous ces chiffres.

HONDURAS. Le chef de la Police hondurienne a signalé que la vente de bébés pour adoption à des couples étrangers prenait des proportions alarmantes. Ce trafic qui a débuté il y a huit ans dans le pays est maintenant très organisé. Les bébés, achetés pour quelques centaines de dollars à leur mère peu après l'accouchement sont ensuite gardés et bien nourris dans des centres spécialisés (appelés littéralement "centres de grossissement") avant d'être vendus, en particulier aux Etats-Unis.

HONDURAS. L'organisation politico-militaire Forces populaires révolutionnaires Lorenzo Zelaya (FPR) a annoncé à la mi-octobre l'abandon de la lutte armée. Un communiqué des FPR explique que les raisons qui avaient motivé leur lutte existent toujours mais qu'elles jugent "nécessaire la continuation de la lutte par des moyens civiques pour être en accord avec les principes de la souveraineté, de la justice sociale et de la démocratie". Selon le bulletin centraméricain *INFORPRESS*, cette décision met fin à la guérilla hondurienne, qui a toujours été considérée comme un mouvement sans ampleur. Il reste cependant deux petits groupes, issus de divisions, sur les six qui formaient depuis 1983 la Direction nationale unitaire du mouvement révolutionnaire.

GUATEMALA. Les commissions permanentes des réfugiés guatémaltèques (CP) au Mexique ont accusé le gouvernement de

refuser qu'elles organisent elles-mêmes le rapatriement collectif des réfugiés. Les CP reprochent également aux autorités guatémaltèques d'exiger la "dépolitisation" des négociations (interrompues depuis juin 91). Les CP ne peuvent faire aucune déclaration à la presse, demander l'aide du parlement et du Procureur des droits de l'homme ou participer à des actions publiques.

PANAMA. Le mouvement des victimes de l'invasion étatsunienne au Panama a dénoncé récemment la formation d'escadrons de la mort destinés à réprimer la marche prévue le 20 décembre, anniversaire de l'intervention qui a fait en 1989 des milliers de morts et de sans-logis.

FIDEL CASTRO a dénoncé la construction par les Etats-Unis d'un camp de concentration pour réfugiés haïtiens dans la base navale US de Guantanamo, à Cuba. Plus de 3 500 Haïtiens fuyant la répression ont été arrêtés sur les côtes des Etats-Unis où ils cherchaient à se réfugier et seront envoyés à Guantanamo. F. Castro a critiqué la décision des Etats-Unis de ne pas donner asile à ces Haïtiens alors que "lorsqu'un Cubain arrive à Miami, non seulement on ne l'expulse pas mais on l'exalte et l'exhibe dans le monde entier".

L'AMERIQUE LATINE termine l'année avec une dette extérieure de 445 000 millions de dollars, c'est-à-dire 3 % de plus qu'en 1990, et 183 millions de pauvres. Malgré ses efforts de libération du commerce, le continent se retrouve chaque fois plus en marge des échanges internationaux.

ABONNEMENTS (24 num.): 458 F (comités 900 F; institutions 1 300 F). Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller -75018 Paris. Pour la Suisse : 124 CHF (comités 265 CHF; institutions 370 CHF). PC Konto : 80-19853-7 Zurich.

Un abonnement semestriel est possible.

Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin. tel : 505 2 27 253.

Bureau à Paris : 15 rue Muller -75018 Paris. Tel 42 51 36 73 ou 43 58 24 56.

CONJONCTURE FLUCTUANTE, DIAGNOSTIC RESERVE

Managua, déc.- Si 1990 a été l'année de la confrontation sociale et du réajustement politique après les élections les plus traumatisantes qu'ait connues le Nicaragua, 1991 a été au contraire celle du flou et du manque de stratégie de la part des principaux acteurs. Le sentiment d'instabilité, provoqué par une transition qui n'en finit pas, a dominé la vie quotidienne. Il a fallu attendre la mi-décembre pour que la situation politique se dessine un peu plus clairement: l'exécutif, soutenu par le FSLN, a remporté une victoire sur les forces d'extrême droite

SITUATION POLITIQUE COMPLEXE

1991 a vu se creuser le fossé entre le gouvernement et la coalition qui l'a porté au pouvoir, le thème de la propriété ayant été le terrain privilégié de l'affrontement. L'année a failli se terminer par un échec de l'exécutif, qui s'était vu contraint à repousser le dialogue national décidé à la suite des événements du 9 novembre. La tenue de ce dialogue aurait constitué une fin d'année triomphale où l'on aurait vu les trois principaux acteurs de la vie politique préparant la

main dans la main un climat de détente favorable, selon le gouvernement, à la reprise économique, en particulier à la veille de la renégociation de la dette avec le Club de Paris.

Mais l'UNO a finalement mis des conditions lors d'une rencontre préparatoire avec le groupe Chamorro, faisant le calcul que le gouvernement serait disposé à payer le prix fort et essayant par ce biais d'imposer davantage son pouvoir. L'UNO escomptait restaurer sa relation détériorée avec l'exécutif, renégocier avec lui afin de trouver un consensus sur la propriété et écarter le FSLN en imposant la solution la plus revanchiste à ce problème. Mais l'exécutif n'a pas accepté de payer aussi cher et a repoussé le dialogue en janvier.

Le débat sur le budget a constitué l'épreuve de force (voir bulletin précédent). C'est l'exécutif qui l'a finalement remportée, grâce au FSLN et à un groupe de 9 députés de l'UNO. Dans la foulée, le veto de la présidence à la "loi César" sur la propriété a été enfin discuté, mais l'UNO n'a pas réuni assez de voix pour qu'il soit repoussé. Ces deux votes ont consacré la défaite provisoire d'Alfredo César, président de l'Assemblée où il est tête

SOMMAIRE

Conjoncture fluctuante, diagnostic réservé

La Côte Atlantique à la dérive

Ils les tuent parce qu'ils les aiment

Doña Carmen

Rapport sur les droits de l'homme

Haïti : l'appel aux macoutes

L'Amérique centrale entre les armes et la négociation

Tiers-Monde : y a-t-il une alternative

En bref

de file de l'aile dure de l'UNO. Troisième victoire du gouvernement, le Club de Paris a réduit de 75 % la dette du Nicaragua à son égard, lui accordant ainsi un traitement très exceptionnel.

L'UNO, en voulant faire monter les enchères, a donc provisoirement perdu la bataille. Le plus grave pour elle est sans doute qu'on a vu se dégager dans ses rangs un "bloc du centre" prêt à soutenir le gouvernement et qui commence à parler de créer une Union nationale du centre. Composé pour l'instant de 9 députés, il pourrait offrir à l'exécutif l'instrument politique qui lui a toujours manqué. En tout cas, la coalition se voit obligée aujourd'hui d'assouplir ses positions. Le FSLN, qui a parié sur la stabilité et soutenu le gouvernement, estime qu'il a joué son rôle de rempart contre le somozisme. Il a aussi réussi à maintenir les Forces armées sandinistes. Le président de son groupe parlementaire, Sergio Ramirez, reconnaît qu'il s'agit d'une stratégie défensive mais qu'elle correspond à la position minoritaire du FSLN.

LA FICTION ECONOMIQUE

La stabilité économique promise par le gouvernement quand il a commencé à exécuter le plan de réajustement structurel ne peut reposer, selon certains experts, que sur des bases très fragiles. L'hyperinflation est désormais contrôlée mais la production n'a pas augmenté. A part quelques améliorations conjoncturelles comme dans la production des grains de base, des secteurs stratégiques comme la construction connaissent une profonde récession. L'économie au quotidien semble n'être qu'un jeu de miroirs déformants.

Au cours des six derniers mois, 5 banques privées ont été créées. Des milliers de nouveaux commerces ont été ouverts, mais à qui vendre? Les grandes marques inondent la télévision de leur publicité et le premier Rallye automobile va être organisé, sous les auspices de l'Ambassade d'Espagne qui en a fait une des festivités de la célébration du Vème centenaire. L'hôtel Intercontinental célèbre le "Thanks giving day" tandis que le quotidien La Prensa est rempli de notes de type "carnet mondain". Les journaux, pro-gouvernementaux ou d'opposition, consacrent 50 % de leur espace à la publicité.

La consommation et le trafic de drogue sont en augmentation très sensible, tout comme les fameux jeux électroniques qui prolifèrent jusque dans les quartiers les plus pauvres. Mais il est presque impossible de téléphoner de Managua à Esteli, à 150 km au nord. Presque un tiers de la population de la capitale ne peut plus payer ni l'eau ni l'électricité. Les besoins essentiels de 70 % de la population ne sont pas satisfaits et 20 % vivent en état de misère. 65 % de la population active est au chômage... Inutile de revenir sur la détérioration des services de santé et leur privatisation progressive, pas plus que sur la disparition de la gratuité de l'enseignement.

Sur le plan économique, il est difficile de prévoir ce qui va se passer. Le gouvernement estime que l'aide et les investissements étrangers devraient jouer un rôle décisif malgré l'instabilité. Sur le plan politique, la nation reste fragile, avec un gouvernement sans base sociale propre et une coalition gouvernementale passée à l'opposition. Quant au sandinisme, il est déconcerté; affaibli par ses erreurs passées et une crise interne à composantes éthiques, il n'est pas parvenu à trouver un nouveau profil de force politique d'opposition. Sur le plan politico-militaire, recontras et recompas continuent à s'affronter tandis que le désarmement ne progresse guère. La délinquance et la violence, les milliers d'armes en possession de

civils font également partie du cadre. Au milieu des incertitudes, les Forces armées apparaissent comme un élément solide, dont on n'a pas à craindre, comme dans tant d'autres pays du continent, les tentatives de putsch. - (ANN)

LA COTE ATLANTIQUE A LA DERIVE

Managua, déc. - Défenseur résolu des droits des populations de la Côte Atlantique, Ray Hooker est à l'origine de la création, en novembre dernier, du Mouvement pour la défense de l'Autonomie (MADA) dans lequel se retrouvent côte à côte sandinistes et anciens dirigeants de la contra miskita. C'est également lui qui a révélé l'affaire de la concession à Taiwan qui menace des milliers d'hectares de forêt tropicale ainsi que les populations indigènes de la Côte Atlantique Nord. R. Hooker partage son temps entre Managua, où il siège à l'Assemblée Nationale comme député sandiniste et président de la Commission chargée des affaires de la Côte Atlantique, et Bluefields où il est élu au Conseil Régional de l'Atlantique Sud. A l'approche du 5ème centenaire de la colonisation de l'Amérique et face à la situation de détresse que vit la Côte, il rappelle que l'on ne peut passer sous silence le sort et les aspirations des minorités ethniques.

ANN: La Côte Atlantique, qui représente environ 50 % du territoire national, est une des zones les plus touchées par la crise économique et sociale que traverse le pays. Quels sont ses principaux problèmes ?

RH: Nous vivons une situation tragique. Dans un document interne publié en septembre par le gouvernement en collaboration avec des experts des Nations Unies, il est fait état d'une situation de famine qui tend à se généraliser. Ce rapport souligne que dans certaines zones, il est devenu fréquent que les habitants, surtout les enfants et les personnes âgées, meurent de dénutrition et par manque de soins médicaux. Les centres de santé dans les zones urbaines sont très détériorés: ils manquent de personnel, de matériel et de médicaments. Selon de récentes déclarations du ministre de la Santé, plus de 50 % des habitants de la Côte sont atteints de tuberculose. Dans ce même rapport de la présidence, il est indiqué que le taux de chômage atteint environ 70 % de la population active dans le sud et 90 % dans le nord de la région. 65 % des enfants en âge scolaire n'ont pas accès à l'éducation. Ajoutons à cela les problèmes de transport. Les routes et chemins sont détruits et les autres voies de communications (aériennes et fluviales) souvent impraticables, ce qui aggrave la traditionnelle incommunication entre l'Atlantique et le Pacifique. En raison des coûts de transport très élevés, la vie sur la Côte est beaucoup plus chère que dans le reste du pays. La grande majorité de la population manque de logements et dans la plupart des communes, il n'y a ni électricité ni eau potable. Le Nicaragua est un des pays les plus pauvres d'Amérique Latine et aujourd'hui, la Côte est la région la plus pauvre du Nicaragua.

ANN: Comment expliquez-vous cette situation tellement dégradée ?

RH: Premièrement par certains facteurs historiques: les gouvernements libéraux et conservateurs ont traditionnellement maintenu la région en état d'abandon. Il faut également prendre en compte les répercussions de la guerre contre-révolutionnaire. Dans le Nord, toutes les structures productives ont été détruites, les installations minières, les infrastructures de l'exploitation forestière, ainsi que

les hôpitaux. L'ouragan Joan a dévasté la région sud. Aujourd'hui, le pouvoir central ne fournit qu'une aide minimale à la région caraïbe et il ne subventionne même plus les produits alimentaires de base. Sous le gouvernement précédent, le prix de ces produits était le même à Managua et à Bluefields. Ce gouvernement ferme nos écoles et si l'on n'avait pas alerté l'opinion, il aurait mis fin au programme d'éducation bilingue et biculturel, qui a le plus contribué à la valorisation par les habitants de la Côte de leur propre culture.

ANN: Les relations entre le gouvernement et les institutions autonomes de la Côte se sont sérieusement détériorées. La position de Brooklin Rivera, ancien leader miskito de la côte et aujourd'hui ministre-directeur de l'Institut pour le développement des régions autonomes (INDERA), semble être au centre de la polémique.

RH: En acceptant de se maintenir à la tête de l'INDERA, B. Rivera a trahi les intérêts de la Côte. Cet Institut a été créé par le gouvernement pour affaiblir et diviser les habitants. INDERA a été pensé dans le style "Bureau des Affaires indiennes" aux Etats-Unis, une organisation qui n'a fait que semer tragédie et misère dans les réserves indiennes. La grande majorité de la population a manifesté son opposition à cette institution qui viole la loi d'autonomie de 1987. Selon cette loi, tout projet gouvernemental concernant la région atlantique doit se faire après consultation des gouvernements autonomes. Or que s'est-il passé ? Le gouvernement central a créé un ministère disposant d'un pouvoir économique et politique supérieur à celui des gouvernements autonomes. C'est une manoeuvre cynique. Tous les membres des Conseils régionaux, qu'ils soient du FSLN, de l'UNO ou de Yatama, se sont prononcés pour la disparition d'INDERA et l'attribution de son budget aux gouvernements autonomes. La politique du gouvernement est une politique d'assimilation, d'intégration. C'est la vieille politique de presque tous les pays d'Amérique latine qui vise à la disparition des cultures indigènes.

ANN: Vous avez participé à la création d'un mouvement, le MADA, en faveur de l'autonomie. Qu'en est-il ?

RH : Nous ne souhaitons pas la séparation mais une véritable union nationale fondée sur le respect des différences culturelles car les minorités ethniques ne sont pas des pièces de musée. C'est un problème auquel sont confrontés tous les pays d'Amérique latine et la loi d'autonomie nicaraguayenne pourrait servir de modèle. Le MADA regroupe les représentants des populations Sumus, Miskitas, Ramas, Créoles, ainsi que des autorités religieuses, des membres de Yatama dont Steadman Fagoth et des sandinistes. Lorsque nous sommes allés dans les différentes communautés pour expliquer notre démarche, -car on ne reçoit dans la région ni journaux ni radios du Pacifique- les gens ont très bien réagi. Ils étaient heureux de voir que l'on avait su faire prévaloir les intérêts de la Côte sur nos intérêts partisans.

Le gouvernement fait preuve d'une totale arrogance. Une des premières propositions de la majorité parlementaire de réforme à la Constitution était de faire disparaître le terme "multi-ethnique". Nous ne devons pas accepter la remise en cause des principes d'autonomie inscrits dans la Constitution et c'est pourquoi nous avons décidé de nous unir et de mettre de côté nos différends.

ANN: Vous avez été l'un des premiers à dénoncer le projet d'exploitation forestière par une société privée taïwanaise, Pouvez-vous nous rappeler les termes du contrat ?

RH: Le gouvernement a agi dans le plus grand secret. Il n'a même pas consulté les gouvernements autonomes. Jusqu'au jour où des employés de l'Institut des Ressources naturelles (IRENA) ont fait part de leurs préoccupations. Jaime Incer, son responsable, a menti à l'Assemblée nationale en prétendant que le contrat n'était pas encore signé. Il est signé et je peux vous en montrer une copie qui porte les signatures du vice-ministre d'IRENA et du représentant de la société taïwanaise au Nicaragua. Les termes du contrat sont tellement imprécis que la concession pourrait couvrir tout le nord de la Côte. L'entreprise taïwanaise, Equipe Nicaragua, est une société anonyme constituée il y a peu avec un capital de 2 000 dollars et, selon le contrat, la société engage sa responsabilité pour un montant égal à trois fois son capital. Rien ne stipule que la société mère à Taïwan se porte garante d'Equipe Nicaragua. Ce qui est en jeu, c'est 25 % des réserves forestières, tout ce qui reste des forêts du tropique humide au Nicaragua. Cette société n'a aucune expérience de l'exploitation intensive du bois ni du reboisement en milieu tropical. Equipe Nicaragua sollicite de plus une exonération d'impôts de l'ordre de 80 % pendant 15 ans. Les conséquences de ce projet pourraient être dévastatrices. Une des principales ressources de la Côte est la pêche et le maintien de cette activité est lié à la survie des forêts car le premier cycle nutritionnel des poissons provient d'elles. Selon des études récentes, le Nicaragua peut tirer profit des produits de la pêche pour un montant minimum de 500 millions de dollars. Si la pollution touche les fleuves, c'est toute les ressources maritimes qui sont affectées. Le fleuve Bambana est déjà complètement pollué par le cyanure. Cela signifierait aussi la fin pour les indiens sumus qui sont entre 8 000 et 10 000 à vivre sur les rives du fleuve Kukalaya, sans compter les miskitos qui habitent la région.

ANN: Dans les semaines qui viennent, le plan d'aménagement forestier de l'entreprise taïwanaise devrait être rendu public et c'est en fonction de ce plan que les autorités gouvernementales donneront ou non le feu vert au projet.

RH: Théoriquement. Des techniciens d'IRENA ont participé à l'élaboration du plan d'aménagement et ce sont eux-mêmes qui devront maintenant se prononcer sur la viabilité de ce plan. Ce sont des pratiques inacceptables. Le gouvernement refuse toute transparence. S'il continue sur cette voie, le conflit entre le Pacifique et l'Atlantique va s'aggraver. Nous souhaitons une solution acceptable par tous et non l'usage de la force comme le fait le pouvoir. - (ANN)

ILS LES TUENT PARCE QU'ILS LES AIMENT

Managua, 17 déc. - La violence institutionnelle, qui fait des femmes les premières victimes de la crise économique et sociale au Nicaragua, se conjugue aujourd'hui de manière insupportable avec la violence sexuelle. Il ne se passe pas un seul jour sans que la presse ne rende compte du cas d'une femme battue à mort ou d'une petite fille violée. Les différents groupes de femmes se sont lancés en campagne afin de rompre l'isolement qui fait des Nicaraguayennes les victimes terrorisées d'un machisme consacré par la culture dominante.

"Je préfère manquer d'argent plutôt que d'être frappée ou d'apprendre que ma fille a été violée. Pourtant il y a toujours des

problèmes "plus importants" que celui de la violence sexuelle", dénonce Olga Maria. Ancienne responsable syndicale à l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC), elle coordonne pour la fondation féministe Punto de encuentro la campagne contre la violence, aux côtés du groupe sandiniste AMNLAE et du réseau des Maisons de quartier.

Les statistiques, qui ne reflètent qu'un faible pourcentage des cas, font cependant apparaître que la majorité des agressions sexuelles ne sont pas le fait de "malades" ou de "loubards" comme les médias ont tendance à le dire et l'opinion publique mais sont souvent commises par des proches des victimes, parents, voisins ou collègues. Le chantage sexuel de la part de certains chefs de service est une pratique courante trop peu dénoncée et combattue. Comment le problème est-il abordé par les organisations syndicales? Olga Maria se rappelle son expérience à l'ATC : "Certaines structures syndicales manifestent une sensibilité à cette question et les femmes y disposent d'un espace pour agir, mais dans l'ensemble il y a des réticences. Lorsque je travaillais avec l'ATC, nous avons proposé que des sanctions soient prévues dans les conventions collectives pour les travailleurs coupables de chantage sexuel ou d'autres types d'agression sexuelle, exactement comme on prévoit des sanctions pour un employé qui manque à son poste ou qui vole. Il y a eu un débat et la majorité des militants s'est opposée en disant que cela pourrait représenter une arme à double tranchant, utilisable par les patrons pour se débarrasser des travailleurs combattifs en faisant appel à de faux témoignages. Nous voulions surtout par là que le syndicat reprenne notre lutte sous sa bannière. Mais ce n'est pas encore acquis".

Olga Maria met en cause la manière dont les médias traitent la question. "Une femme se sent violée une seconde fois lorsque son histoire apparaît dans les journaux avec force détails, sans aucun contenu critique quant à l'agression. La crainte de voir leur cas exposé ainsi dans les journaux empêche beaucoup de femmes d'aller porter plainte". La société toute entière banalise la violence sexuelle. "Même les chansons que l'on entend à longueur de journée véhiculent l'idée que la violence est une preuve d'amour. Il l'a tuée parce qu'il l'aimait, nous disent-elles".

Que proposent les femmes qui se sont organisées contre cet état de fait? Punto de encuentro a réalisé un vidéo-clip, qui passe à la télévision aux heures de grande écoute, pour mettre fin au silence qui entoure les agressions sexuelles subies par les petites filles. "Jusqu'à là, on a prêté très peu d'attention à un problème extrêmement répandu au Nicaragua. La majorité des victimes le vit dans la peur et la culpabilité, en particulier dans le cas -le plus fréquent- de viols commis par le père ou le compagnon de la mère. AMNLAE a lancé de son côté une campagne à travers les médias pour appeler les femmes à dénoncer les agressions dont elles sont victimes et pour réclamer une réforme juridique qui fasse du viol un crime puni plus sévèrement que ne le prévoit l'actuelle législation. Cette proposition de réforme au Code Pénal -qui fait encore une distinction entre les "jeunes filles", les "femmes de bonne réputation" et les "autres sortes de femmes"- est défendue à l'Assemblée par la commission parlementaire des femmes du FSLN. Mais, comme le constate Olga Maria, "on peut avoir les meilleures lois du monde, on ne les utilise pas si on ne se sent pas dans son droit". La campagne pour une transformation juridique doit donc s'accompagner d'une lutte idéologique plus profonde, prolongée et qui touche toute la société.

Celle-ci "considère communément que la violence sexuelle est de l'ordre des affaires privées et c'est la première barrière à renver-

ser", estime une femme officier de Police qui reconnaît que le problème a toujours été négligé au profit d'autres "priorités". C'est là que les Maisons de quartier ont leur rôle à jouer. Au cours d'un atelier organisé en novembre par Punto de encuentro, l'accueil donné jusque-là aux femmes en détresse a été sujet de réflexion. Le plus souvent, celle qui se présente à la maison des femmes de son quartier -il en existe 49 dans le pays- après avoir été brutalisée ou violée est orientée vers une consultation médicale, psychologique ou juridique. "Tout cela est utile mais il faut remettre en question nos propres réactions d'impuissance ou de défense. D'une certaine façon, on évacue le problème en remettant les femmes entre les mains de spécialistes et, ce faisant, on les renvoie à leur isolement, on leur signifie que leur problème est plutôt personnel que social. Les femmes ont besoin de rencontrer un accueil réellement solidaire, de parler avec d'autres qui s'identifient à leur situation pour récupérer leur force, leur capacité d'agir, de se sentir à nouveau sujet. L'idéal serait que dans chaque quartier ou village, il existe un réseau de Maisons où chacune pourrait trouver cette écoute solidaire. C'est ensuite, dans un second temps, qu'une aide plus technique peut être importante. Mais le contrecoup de l'agression est tellement fort que les femmes ont besoin d'abord de partager ce qu'elles viennent de vivre".

C'est dans ce même esprit de prise en charge collective du problème de la violence que certaines femmes de Masaya et Matagalpa se sont organisées sous le nom de "defensoras populares". Convaincues que la solidarité est la meilleure manière de répondre à la violence machiste, elles la mettent en pratique. "Lorsqu'une femme a besoin d'aide, nous décidons des mesures à prendre. S'il n'y a pas de solution pacifique possible, nous faisons du tapage dans les journaux, nous peignons des inscriptions sur la maison du coupable -"ici vit un violeur", "ici vit un homme qui frappe sa femme"- ou nous allons l'interpeller sur son lieu de travail. Nous travaillons en coordination avec la police. Elle nous est utile lorsque nous avons affaire à des hommes qui veulent se venger violemment sur nous. Depuis 16 mois que nous agissons, nous avons réglé 35 cas".

Action juridique, campagne idéologique, réseau solidaire, "action directe" dissuasive, autant d'instruments pour que les Nicaraguayennes se convainquent que la violence n'est pas une fatalité ni un ingrédient de l'amour. - (ANN)

DOÑA CARMEN

Managua, déc.- Le quartier Las Américas s'étend à l'est de Managua. Après 79, ses habitants l'ont rebaptisé Villa Revolución mais l'ancien nom est resté en usage. C'est là que vit depuis bientôt 20 ans Doña Carmen, une Nicaraguayenne comme beaucoup d'autres.

Presque toutes les rues de la colonie Las Américas sont en terre battue. L'unique trottoir goudronné est l'oeuvre d'un comité de quartier auparavant très actif mais qui, aujourd'hui, fait partie de l'histoire. Le manque d'orientation politique et les dissensions personnelles sont venus à bout de l'énergie de ses militants. Le maire Arnoldo Aleman a promis de faire goudronner les rues, sans aucun doute pour tenter de pénétrer ce qui était jusque-là un bastion sandiniste.

C'est en 1972 que Doña Carmen est arrivée avec ses cinq enfants à Las Américas, qui était alors un bidonville récent. Quatre ans

auparavant, elle s'était mise à son compte en ouvrant un petit atelier de couture, après avoir été licenciée d'une fabrique textile. Son patron avait tenté de l'utiliser contre ses collègues au cours d'un conflit de travail. Elle n'était ni syndicaliste ni organisée politiquement mais avait refusé de jouer le jeu et ne voulait plus travailler pour "ces gens-là". En tant que membre des communautés chrétiennes de base, elle entre en contact avec les structures clandestines du FSLN. Même si elle n'a jamais appartenu officiellement au parti, tous les voisins la connaissent comme sandiniste. Un de ses fils s'engage activement dans le travail clandestin, auquel toute la famille finit par collaborer de manière plus ou moins directe. En novembre 1978, la répression somoziste frappe la maison de Doña Carmen : les gardes bouclent le quartier et sortent de leurs maisons ses habitants à coups de pied. Ils ne trouvent pas les documents qu'ils cherchent, les instructions concernant les armes et la fabrication des grenades, cachés sous la réserve de bois de Doña Carmen, mais ils lui volent tout ce qu'elle a avant d'emmener ses trois fils âgés de 15 ans, 17 ans et 21 ans. Après une intense campagne pour la libération des prisonniers politiques, ils sont relâchés quelques jours avant Noël. "C'était miracle car en ce temps là, la garde assassinait sans discrimination tous les jeunes qu'elle prenait", raconte Doña Carmen.

Aujourd'hui, dans sa petite coopérative de couture qui donnait du travail à six personnes, il ne reste plus qu'elle et sa fille. Lorsqu'elle évoque ses problèmes économiques, c'est sans dramatiser, comme s'il s'agissait de l'histoire de quelqu'un d'autre. "Les ventes n'ont jamais été aussi mauvaises", dit-elle. Des quantités de vêtements importés inondent le marché et elle ne parvient pas toujours à vendre les deux ou trois pantalons qu'elle va proposer au marché Oriental. "Parfois ce que je gagne avec mes ventes ne me permet même pas d'acheter le riz et les haricots. Je dois alors demander à l'épicerie qu'on me fasse crédit". Quand Doña Carmen a préparé quelque chose à manger, il y a toujours plusieurs de ses 17 petits-enfants pour s'asseoir à table. Depuis trois ans, le père de ses premiers enfants est revenu au foyer. Il avait abandonné la famille dans les années 50, une situation normale au Nicaragua, de même qu'il est normal d'accepter le retour du père quand il est âgé et qu'il a des problèmes. La génération de Doña Carmen a été formée pour accepter les privilèges masculins. Mais, pour elle, il est clair que les hommes sont irresponsables et inconsistants. Cependant, en vertu de ses principes chrétiens de solidarité, elle offre aujourd'hui le gîte et le couvert à son premier mari.

Doña Carmen a reçu une indemnisation symbolique pour ses nombreuses années de lutte solitaire pour la survie de sa famille lorsque ses filles ont "confisqué" la prime de licenciement de près de 1000 dollars reçue par leur père. Avec cet argent, elles ont acheté un réfrigérateur pour pouvoir vendre des boissons. Avec une pointe de gêne, Doña Carmen explique : "Elles lui ont pris son argent pour qu'il ne le boive pas. Le réfrigérateur nous résoud quelques problèmes quand la vente de vêtements n'est pas suffisante. Aujourd'hui, je vends aussi du fromage et je gagne deux cordobas (0,4 dollar) par livre vendue. Avec cela, nous pouvons acheter un fagot de petit bois pour faire la cuisine". Chaque mois, l'inspecteur municipal des impôts lui demande l'équivalent de 10 dollars, depuis que son commerce de boissons a été dénoncé par un épicier voisin, beaucoup plus aisé qu'elle et marié avec une permanente du FSLN. C'est ainsi que la vieille amitié qui unissait les deux familles depuis le temps de la clandestinité s'est détériorée de manière irréversible. L'unique trottoir du quartier, fruit de leur effort commun, reste comme un symbole de ces liens aujourd'hui détruits. Ce petit drame personnel et politique n'est pas une exception dans un Nicaragua

envahi par l'idéologie néo-libérale. Il y a peu, Daniel Ortega a averti que la mentalité mercantile croissante menaçait la solidarité entre sandinistes et a appelé à revenir aux valeurs morales du sandinisme. La dénonciation du voisin n'a pas ébranlé Doña Carmen dans ses principes. Pour elle, ce n'était que la preuve que le mal peut être réintroduit en chacun et qu'il faut le combattre. Elle n'a jamais espéré que la bataille serait définitivement gagnée de son vivant.

RAPPORT SUR LES DROITS DE L'HOMME.

Managua, 15 déc. Le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH) a rendu son rapport après avoir réalisé une enquête au niveau national. Entre mai 90 et octobre 91, 215 personnes ont été assassinées pour des raisons politiques, dont 11 enfants. 113 de ces crimes ont été commis dans la région VI, 49 dans la région I, 28 dans la région V, 10 dans la région II, 9 dans la région III et 6 dans la région IV. Les premières cibles sont les militants et sympathisants sandinistes (56 morts), puis les démobilisés de la contra et recontras (48 morts dont 11 tués par des contras), la Police et l'Armée (40 morts), les militants et sympathisants de l'UNO (10 morts).

Le plus alarmant est l'impunité qui accompagne ces crimes : 160 des 215 assassinats n'ont donné lieu à aucune enquête judiciaire, c'est-à-dire que 74,4 % d'entre eux sont restés dans l'impunité totale. Cette situation a pour origine la passivité gouvernementale, la faiblesse traditionnelle du système judiciaire, la peur ressentie par certains membres des forces de Police menacés, l'attitude des Procureurs qui décident souvent de ne pas donner suite, comme dans le cas de l'assassinat de Francisco Lacayo, un ancien officier de l'Armée tué par un sbire du vice-président Virgilio Godoy. Seulement 4 cas se sont terminés par la condamnation des auteurs du crime. - (ANN)

L'AMERIQUE CENTRALE ENTRE LES ARMES ET LA NEGOCIATION

Sergio Ferrari

Managua, déc. L'Amérique centrale est une des régions les moins étendues et, avec ses 28 millions d'habitants, les moins peuplées d'Amérique latine. Mais c'est celle qui a brandi avec le plus de fermeté la bannière de la lutte pour des transformations sociales profondes. L'année se termine sans que les conflits armés soient résolus au Salvador et au Guatemala, alors qu'au Nicaragua où les conditions de vie se sont brutalement détériorées, la voie est étroite entre le dialogue politique et l'affrontement.

Au Salvador et au Guatemala, le conflit armé cherche son issue alors que les populations, épuisées par le drame vécu au quotidien, ont perdu toute capacité à s'étonner. Sur 100 enfants guatémaltèques âgés de moins de cinq ans, 59 présentent un degré quelconque de dénutrition, 10 souffrent de troubles physiques ou mentaux (liés dans la plupart des cas à leurs conditions de vie) et 12 ne dépassent pas l'âge de trois mois. Un demi-million d'enfants salvadoriens

n'ont pas accès à l'école et sur 100 qui y entrent, 17 seulement achèvent le cycle primaire. En Amérique centrale, 120 000 enfants meurent avant d'atteindre 5 ans.

Au Salvador, un certain optimisme a accompagné les premiers accords de paix signés le 25 septembre dernier entre le FMLN et le gouvernement. Impossible de revenir en arrière, estiment aujourd'hui les observateurs politiques dont beaucoup parient sur la signature du cessez-le-feu dans les semaines qui viennent. Mais l'avenir des Forces Armées et la création d'une nouvelle Police nationale font partie des points encore non résolus. Les militaires ne donnent aucun signe d'avoir commencé à débattre de la transformation de leur institution. Les récentes offensives verbales du président Cristiani contre le FMLN peuvent être interprétées comme un signe d'obédience du chef d'Etat au pouvoir militaire ou comme la préparation de l'après cessez-le-feu, quand il s'agira d'affronter politiquement une opposition qu'il faut déjà s'efforcer de discréditer. Face à cette agressivité gouvernementale, la trêve unilatérale décidée par la guérilla le 16 novembre est significative : le FMLN est prêt, même s'il a encore toutes ses armes en main, à se réintégrer à la société civile.

Au Guatemala, cette fin d'année est marquée par le piétinement des négociations. Après plusieurs rencontres entre le gouvernement et l'Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), le dialogue est bloqué sur le premier des onze points à l'ordre du jour, celui qui concerne les droits de l'homme. La guérilla exige un châtement pour les responsables des dizaines de milliers d'assassinats politiques et de séquestrations. "Aucune lumière au bout du tunnel", annonce le Commandant Pablo Monsanto, leader d'une des organisations de la guérilla. Pourtant, l'évolution des négociations salvadoriennes devrait inévitablement avoir des conséquences sur la situation guatémaltèque, affirme-t-il. En tout cas, l'URNG ne renoncera pas à la voie armée si le dialogue échoue, averti récemment son dirigeant Gaspar Ilion.

Fin 91, le rideau tombe sur une Amérique centrale, ravagée par ses secousses politiques, et qui se débat encore entre la poudre et la négociation et où l'utopie a du mal à se frayer un chemin. - (ANN)

HAITI : L'APPEL AUX MACOUTES

Managua, 19 déc. - Début décembre, un groupe qui s'est identifié comme celui des "Volontaires de la sécurité nationale" a lancé par radio l'appel suivant: "Volontaires de la sécurité nationale, c'est un jeu sérieux qui se joue. Les gens affutent leurs machettes, nous, nous fourbissons nos Uzi (pistolets mitrailleurs israéliens, Ndr). Nous allons nettoyer ce pays définitivement. Restez mobilisés et suivez les mots d'ordre. Nous parlons à tous les volontaires, je veux dire par là les tontons macoutes conséquents. Nous estimons que la sécurité nationale est menacée ce mois de décembre, parce qu'Aristide avec une bande d'associés s'amuse à contacter des pays étrangers et créer du désordre. Nous estimons que nous devons nous mobiliser. déterrez toutes les armes cachées. Il faut neutraliser, bloquer ceux qui organisent le désordre dans ce pays. Pour cela il faut les identifier, les trouver dans nos quartiers afin de les écraser pour en finir avec eux, pour qu'Haiti redevienne un beau pays, un pays en paix où les gens respectent les gens, pas de la manière des prêtres défroqués".

Suivent 90 noms, parmi lesquels beaucoup de prêtres et tous les collaborateurs d'Aristide aujourd'hui dans la clandestinité, ainsi qu'une liste de 200 organisations populaires, accompagnés de ce dernier appel: "Quand vous les trouverez au carrefour de chez vous, dans les mornes où ils font des conférences, dans les bois où ils empêchent aux pays de vivre (sic), vous saurez quoi faire avec eux. Allez, faites votre travail, écrasez-les, mangez-les, buvez leur sang". - (ANN)

TIERS MONDE: Y-A-T-IL UNE ALTERNATIVE?

Franz Hinkelammert

Managua, déc.- La revue *Envio* a publié dans son numéro d'octobre un article du sociologue latino-américain Franz Hinkelammert abordant les questions qui préoccupent le mouvement tiers-mondiste et la gauche en général. Nous vous proposons de larges extraits de cette analyse.

"Voici plusieurs thèses concernant la relation entre le Tiers monde et le Premier monde, fortement marqué par la crise du socialisme en URSS et dans les pays de l'Est. Il s'agit là d'un changement profond, intervenu dans les années 80 mais qui était déjà en gestation au cours des décennies antérieures.

PREMIERE THESE: POUR LA PREMIERE FOIS, LE TIERS MONDE EST SEUL FACE AU PREMIER MONDE

La transformation du capitalisme a été mise en évidence au moment le plus dramatique de la crise du socialisme, lors de la chute du mur de Berlin en novembre 1989. J'étais alors en RFA et j'ai vu une relation symbolique très forte entre la chute du mur et le massacre des jésuites au Salvador, intervenu une semaine après. Les médias européens se sont concentrés presque exclusivement sur la chute du mur tandis que l'autre événement, qui montrait si ouvertement à quel point en était arrivé le Tiers monde, s'est réduit à quelques notes marginales. Le massacre des jésuites a été une liquidation, dans le style du totalitarisme des années 30, par laquelle on a "éliminé" un des centres de la Théologie de la libération du monde occidental; les médias ont réagi comme le faisaient les médias totalitaires des années 30. Un mois plus tard, c'était l'intervention militaire au Panama, qui a obtenu le consensus des sociétés occidentales. Le contrôle des médias a été effectué également grâce aux méthodes classiques du totalitarisme des années 30.

Les médias occidentaux ont beaucoup parlé de Salman Rushdie, menacé de mort par Téhéran. M. Thatcher l'a protégé et il est resté en vie. Au même moment, au Salvador, une campagne de presse menaçait la vie des jésuites. Les agences du monde occidental ne l'ont presque pas évoquée. Après l'assassinat des jésuites, elles continuaient à parler de Rushdie, qui était en sécurité. Il y a beaucoup de Rushdie en Amérique latine, mais ils ne reçoivent jamais aucune protection. On les tue et cela ne gêne aucune démocratie occidentale.

Le philosophe français A. Glucksman a parlé de trois héros de la lutte menée en 1989 contre le totalitarisme : Soljenitsyne, Rushdie

et Havel. Ils sont vivants. Par contre, ceux qui luttent pour la liberté en Amérique latine sont assassinés. Ils sont tués par les démocraties occidentales, au Salvador, au Brésil, en Colombie, au Venezuela, au Honduras, qui peuvent compter sur le soutien systématique des démocraties occidentales d'Europe et des Etats-Unis (...) Celles-ci font la guerre, sans même en parler et tout en distribuant leurs prix de la paix. Glucksman disait: "L'année 89 annonce la fin de ce siècle". Ne serait-ce pas plutôt le massacre du Salvador qui nous annonce ce qui vient?

Il n'y a peut-être pas de lien entre la chute du mur de Berlin et l'assassinat des jésuites, quoique la coïncidence dans le temps attire beaucoup l'attention. Mais on ne peut nier la relation symbolique. Elle nous démontre que le capitalisme qui a tenté de montrer un visage humain dans les années 50-60 n'a plus besoin de le faire aujourd'hui.

La nouvelle philosophie du Département d'Etat du gouvernement étatsunien parle de "la fin de l'histoire" et propose un avenir dans lequel il n'y a plus de conflits essentiels, dans lequel le Premier monde a trouvé sa paix et le Tiers monde ne compte pas. Le monde qui apparaît est celui où il n'y a plus qu'un seul maître, un seul système et un seul empire, qui englobe la planète. Brusquement, on s'aperçoit qu'il n'y a aucun lieu d'asile. L'empire a le pouvoir total, le sait et le proclame partout. La "société ouverte" constitue la première société fermée dont on ne peut s'échapper.

Cela signifie que pour la première fois le Tiers monde est seul. Il ne peut compter sur le soutien d'aucun pays dans son conflit avec le Premier monde. Il ne peut plus faire appel à un Second monde qui pourrait être solidaire avec lui. Pour continuer à exister, le Second monde des pays socialistes a retiré sa solidarité, est devenu partie du Nord qui affronte le Sud. Il n'a pas d'avenir s'il n'est pas admis par le Premier monde au banquet dans lequel le Tiers monde est dévoré.

LA CONSCIENCE QU'IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE PROGRESSE

Parallèlement, la conscience qu'il existe une alternative est en train de se perdre. La façon dont se présente le Premier monde est l'expression de ce phénomène: "Nous sommes un monde qui est l'idée absolue". Quand Kolakowski reprochait au stalinisme d'être "un chantage à l'alternative unique", il ne pouvait imaginer ce qui se passe quand ce chantage est exercé par un système mondial qui a le pouvoir absolu.

La crise du socialisme a ôté au Tiers monde la possibilité de trouver une solidarité dans son conflit avec le Premier monde. Il ne peut pas davantage recourir au socialisme dans ce champ imaginaire de la conception d'une alternative. Il ne peut plus l'utiliser pour montrer qu'il y a une alternative, même si elle est imparfaite, pour prouver qu'un autre avenir est possible.

Dans les années 50 et 60, le capitalisme a mené des réformes économiques et sociales et s'est même préoccupé du développement du Tiers monde, pour ne laisser aucune chance aux mouvements alternatifs. Mais aujourd'hui il pense qu'il n'y a aucune alternative, quoiqu'il fasse, et c'est pour cela qu'il redevient un capitalisme sans frein. Nous savons presque tous que nous avons entrepris un voyage vers l'abîme. Le capitalisme ne tente même pas de le freiner. Il fait tout ce qu'il peut pour empêcher que se fasse jour une alternative à ce voyage vers la mort.

C'est la première thèse: la crise du socialisme a affaibli le Tiers monde à l'extrême et a réduit les possibilités de survie de l'humanité.

DEUXIEME THESE: LE TIERS MONDE, C'EST UNE POPULATION EN TROP

L'affaiblissement du Tiers monde est accompagné d'un autre phénomène que l'on peut aborder par une question: le Premier monde a-t-il encore besoin du Tiers monde?

Nous savons que les structures de production du Tiers monde se sont développées sur la base de la force de travail, utilisée pour la production et l'exportation de ses matières premières (...) Aujourd'hui, la production de ces matières premières a tendance à perdre de l'importance. Beaucoup sont remplacées par des produits synthétiques, qui rendent superflue la force de travail. Le Tiers monde continue à produire des matières premières, mais il est de plus en plus difficile d'utiliser toute sa force de travail. Sa population devient superflue. Du point de vue du Premier monde, c'est une population en trop. Il a besoin du Tiers monde (ne serait-ce que pour lui servir de poubelle), de ses matières premières, mais il n'a plus besoin de la majorité de sa population.

C'est pour cela qu'il donne de lui l'image d'un monde où il y a trop de gens. Cette population en trop, dont on parle en terme d'explosion démographique, est vue de plus en plus comme un danger (...)

LE CONCEPT D'EXPLOITATION A CHANGE. (L'auteur rappelle la définition marxiste de l'exploitation de l'homme).

Aujourd'hui, nous connaissons une situation dans laquelle il n'y a aucune intention ni aucune possibilité d'utiliser la population, dans laquelle être exploité est un privilège (...) Plus il y a de population "superflue", moins le concept d'exploitation a d'importance. L'ouvrier se sent de moins en moins exploité quand il prend conscience qu'avoir un emploi est un privilège. C'est toute la relation avec l'exploitation qui a changé. Ce phénomène apparaît également dans les pays industrialisés, même s'il y est moins prononcé que dans le Tiers monde.

Cela signifie aussi que la population superflue du Tiers monde n'a strictement aucun pouvoir. Celui qui est en trop ne peut faire grève, n'a aucun pouvoir de négociation, de menace (...) Les peuples du Tiers monde ont si peu de pouvoir de négociation qu'ils ne peuvent imposer leur participation. Ils sont menacés dans leur propre existence.

C'est la seconde thèse: les principaux pays du Premier monde ont encore besoin du Tiers monde mais n'ont plus besoin de sa population.

TROISIEME THESE: AUCUNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT N'EST POSSIBLE DANS LE TIERS MONDE

La seule possibilité de développement du Tiers monde réside dans l'insertion dans le commerce avec les pays industrialisés. Cette relation se limite aux matières premières et il existe une concurrence de plus en plus forte entre les pays du Tiers monde pour ces marchés de plus en plus limités. Le résultat, c'est la chute des prix. La

quantité de devises disponibles stagne ou diminue. Le développement du Tiers monde est de moins en moins possible sur la base de cette structure traditionnelle. Pour qu'il

soit possible et intègre la population existante, il faudrait qu'il se fonde sur la croissance rapide d'une production industrielle qui s'insérerait dans la division mondiale du travail.

Des indices montrent que les pays industrialisés refusent ce type de développement. On assiste au contraire au blocage systématique de tout progrès en ce sens. Malgré des exceptions, la tendance est à la destruction des industries créées dans les années 50 et 60. Les pays du Premier monde n'attendent aucun avantage d'un développement du Tiers monde, tout au contraire.

Si l'on tient compte des problèmes de l'environnement, la situation est pire. On sait qu'un développement sensé du Tiers monde ne peut être la copie de celui qu'ont connu les pays actuellement développés, car l'environnement ne le supporterait pas. On sait aussi qu'un développement sensé obligerait le Premier monde à changer sa structure de production et à revoir ses choix technologiques pour préserver les conditions de survie de l'humanité. Or le Premier monde se dispose à utiliser à son profit la destruction de l'environnement du Tiers monde, pour durer le plus longtemps possible.

C'est là que se manifeste l'importance de la dette du Tiers monde, qui sert à contrôler ses possibilités de développement dans le but de les faire échouer. La dette est devenue un instrument décisif. Si l'on observe les tendances des "ajustements structurels" imposés au Tiers monde, on voit clairement qu'ils empêchent son intégration par le biais de la production industrielle dans la division mondiale du travail. La dette est un outil idéal: on empêche le développement du Tiers monde au nom d'objectifs qui n'ont apparemment rien à voir. Le but reste invisible; ce que l'on voit, c'est la dette et son obligation de la payer (...)

C'est la troisième thèse: les principaux pays capitalistes n'ont plus intérêt au développement du Tiers monde et le bloque par tous les moyens dont ils disposent.

QUELQUES REFLEXIONS SUR LA SOLIDARITE: LA SOLIDARITE AVEC LES PAUVRES CONCERNE TOUS LES EXCLUS

Il apparaît aujourd'hui un type de solidarité différent de la solidarité ouvrière du XIX^{ème} siècle. Celle-ci était le fondement d'un pouvoir ouvrier qui venait de l'union des travailleurs. Elle permettait d'affronter la force destructrice du capitalisme. La solidarité d'une population superflue ne peut avoir le même caractère. C'est une aide mutuelle mais ce n'est plus un pouvoir. Elle ne peut représenter un pouvoir que dans la mesure où il y a solidarité de groupes intégrés à la société avec ceux qui en sont exclus (...) C'est la solidarité de l'option préférentielle pour les pauvres.

LE CAPITALISME SATANISE LA SOLIDARITE

La solidarité suppose aujourd'hui d'affronter le capitalisme en affirmant la nécessité d'une société juste, participative et écologiquement soutenable. Mais le capitalisme, niant la possibilité de cette alternative, nie en même temps la possibilité de la solidarité humaine. Il la déclare illusoire, atavique, la persécute comme quelque

chose de criminel ou relevant de l'ignorance, comme une utopie destructrice.

La pensée bourgeoise actuelle considère la solidarité, qui exprime ce qui dans la tradition chrétienne est l'amour du prochain, comme une tentation luciférienne. Karl Popper, dans "La société ouverte et ses ennemis" (1981) écrit: "Il n'y a aucun doute qu'il ne serait pas difficile de faire le ciel sur terre si nous nous aimions les uns les autres. Mais le résultat invariable de cette tentative est l'enfer". Il explique dans "L'esprit du capitalisme démocratique" (1982): "Les fils de la lumière sont, sous beaucoup d'aspects, un danger plus grand que les fils des ténèbres" (...)

La liberté bourgeoise apparaît pour ce qu'elle est: une lutte contre Dieu. Cette idéologie porte à l'extrême la négation de toute dignité humaine.

NIER LA SOLIDARITE, C'EST NIER LA DIGNITE HUMAINE

La dignité humaine se fonde sur la possibilité de vivre dignement, sur la reconnaissance de ce droit. Mais vivre dignement n'est possible que s'il existe une alternative. Si je nie la possibilité de toute alternative, je nie à l'homme celle de vivre dignement, je nie sa dignité sous toutes ses formes concrètes et je transforme la dignité humaine en un principe abstrait vide de contenu. C'est clair: les êtres humains qui ont été rendus superflus n'ont plus de dignité humaine. Les exploités sont violés dans leur dignité, mais les hommes superflus n'ont même pas de dignité qui puisse être violée. Le terme utilisé dans les pays occidentaux pour désigner les mouvements de libération, "un cancer", a remplacé le terme "parasites" qu'utilisaient les nazis pour parler du même phénomène (...) L'homme peut vivre, et même vivre bien, s'il trouve un espace sur le marché. Sinon, le marché prouve qu'il n'a pas de dignité humaine et qu'il ne peut même pas la revendiquer. En détruisant toute possibilité d'alternative et en produisant une population en trop, on détruit le sentiment d'avoir une dignité au point que les êtres qu'on a rendu superflus se vivent comme superflus. Je crois que toute la lutte idéologique actuelle tourne autour de cela. Je crois aussi que la crise du socialisme a ouvert la possibilité de porter la négation de la dignité à son point culminant.

Un processus semblable a lieu aussi dans les pays industrialisés. La guerre psychologique qui est omnipotente dans le Tiers monde tente de convaincre les hommes qu'ils sont en trop et les porte à se détruire mutuellement au lieu d'être solidaires. Le premier auteur à avoir décrit ce mécanisme est Nietzsche (...)

Il ne s'agit pas seulement de lancer un appel à l'unité et à l'entraide. Il s'agit de restaurer complètement la dignité humaine. Nous voulons insister sur cette dignité (...) Le capitalisme s'est embarqué vers le suicide collectif de l'humanité. Serait-ce légitime uniquement parce que nous n'avons pas d'alternative? Il faut l'élaborer.

SANS ALTERNATIVE, PAS DE DIGNITE POSSIBLE

Beaucoup de propositions d'alternative ont échoué (...) Elles ne peuvent naître dans un congrès ou sur un bureau. Il est de plus en plus difficile d'en élaborer une, car elle doit inclure des aspects techniques qui ne soient pas superficiels. Or la bourgeoisie monop-

olise cette capacité technique de concevoir des alternatives. Nous devons démontrer que la survie de l'humanité passe par la recherche d'alternative au système qui semble être gagnant. Elle ne peut surgir que si la population mondiale la réclame à cor et à cri parce qu'elle a pris conscience qu'elle en a besoin.

On a déjà des éléments (nouvel ordre mondial économique et financier, politique économique pour l'emploi, distribution des revenus, éducation, santé, nouvel ordre écologique). Mais ils ne peuvent représenter une alternative que si celle-ci est assumée par la société pour l'appliquer dans son exercice quotidien du pouvoir.

UNE ALTERNATIVE POUR TOUTE L'HUMANITE

Ce ne peut plus être une alternative de classe, mais pour toute l'humanité. Cependant, sa recherche reste un problème de classe. La bourgeoisie n'a plus d'adversaire constitué en classe, mais elle reste la classe dominante et se comporte comme dans le cadre d'une lutte des classes. Il faut dissoudre cette position de la bourgeoisie pour pouvoir discuter lucidement. Si la bourgeoisie ne cède pas dans sa position de lutte des classes, il n'y a pas d'alternative possible, car elle a le pouvoir de la détruire et il n'y a pas moyen de la vaincre par une réponse au niveau de la lutte des classes.

Il ne nous reste que la résistance pour que la société puisse se remettre en cause. Je voudrais terminer par les propos de Mark Edelman, un des dirigeants du soulèvement du ghetto de Varsovie en 1944: "Faire quelque chose, c'est toujours mieux que ne rien faire". - (ANN/ENVIO)

EN BREF

LES RECONTRAS ont coupé les communications téléphoniques de San Rafael del Norte et Yali après avoir séquestré six personnes. Leur chef, "El Indomable", a refusé de négocier avec la délégation du gouvernement et a fait savoir que si ce dernier ne répondait pas à ses demandes d'ici le 18 décembre, les activités militaires se multiplieraient. Les caféiculteurs privés de la région ont déclaré qu'ils rendaient le gouvernement responsable des pertes subies par la récolte du fait de la recontra. Au nord-est de Jinotega, des groupes de recontras ont détruit quatre véhicules et

blessé deux policiers au cours d'une embuscade. Le secrétaire politique du FSLN de Waslala (région VI) Leonel Ortiz, qui faisait l'objet depuis plusieurs semaines de menaces de mort, a été séquestré par un groupe de recontras le 19 décembre. Un affrontement entre les recontras et la Police

rurale de Wiwili s'est soldé par la mort du chef de la Police rurale.

CRISE POLITIQUE A PUERTO CABEZAS. Le gouvernement élu de la Région autonome de l'Atlantique nord a été pratiquement renversé par un groupe de Yatama allié à Brooklin Rivera, le ministre du Développement des régions atlantiques. On sait que depuis deux ans les autorités régionales tentent de faire appliquer la loi d'autonomie et rejettent l'autorité de B. Rivera. Les partisans de l'ancien leader de la contra miskita occupent le siège du gouvernement régional depuis 18 jours et ont destitué son coordinateur Leonel Panting. Le gouvernement vient d'envoyer une commission pour entamer des négociations.

L'AFFAIRE DES JOURNALISTES de Barricada P. E. Barreto et J. R. Huerta, accusés d'avoir participé aux événements violents du 9 novembre, est classée: la Cour suprême de justice a déclaré la plainte irrecevable. Par contre, le cas Ibarra-Vidaurre n'est pas réglé, mais personne n'en parle. Le vice-ministre de la Présidence, qui était parti aux Etats-Unis au moment où son collègue de l'Economie l'accusait de corruption, est revenu discrètement à Managua.

SON RESTAURANT était le local préféré de l'UNO pour ses soirées et réunions politiques. Mais la fête continuera en prison pour Yelba Carvajal qui devra y purger une peine de quatre ans et payer une amende de 9 millions de dollars pour l'importation frauduleuse de marchandises sous des noms d'emprunt et en utilisant de faux documents. Au moment de son arrestation, la militante de l'UNO a accusé le gouvernement de l'avoir trahie.

AU COURS DE L'ANNEE PARLEMENTAIRE, le FSLN a introduit dix projets de loi au parlement dont une loi du travail, une loi contre la drogue, une loi pour les locataires et une loi sur les mines. Les femmes parlementaires sandinistes ont présenté avec celles de l'UNO une loi sur les pensions alimentaires pour protéger les mères et les enfants abandonnés. Mais les députés masculins des deux bords ont rejeté la proposition. Les femmes du parlement ont de même élaboré un projet de réforme à la loi sur les délits sexuels qui n'a pas encore été discuté.

REDEMPTORIS MATER : ainsi s'appellera la nouvelle Université catholique dont l'ouverture vient d'être approuvée par le Conseil national des universités du Nicaragua. Elle proposera des formations en Administration agricole, Sciences de la mer, Pisciculture, Pédagogie et Architecture. Le Cardinal Obando estime difficile l'ouverture de ses portes en 92 pour des raisons financières.

LES DROITS DE L'HOMME SONT GENANTS : c'est ce qu'ont manifesté les présidents centraméricains dans la déclaration finale de leur 11ème sommet tenu au Honduras. Les organisations de défense des droits de l'homme ont été critiquées, sans qu'aucune en particulier soit nommée. Elles contribueraient, à cause de leur sympathie pour le FMLN, à la prolongation du conflit armé au Salvador. Cette condamnation a été formulée sur demande du président d'extrême-droite Cristiani qui, avec les chefs d'Etat du Guatemala et du Honduras, a rejeté une réduction des armées de ces pays. Devant l'hôtel où étaient logés les présidents, une manifestation de syndicalistes honduriens, qui protestaient contre l'assassinat d'un de leurs dirigeants, a été violemment dispersée par la police. Eux aussi sont vraiment trop gênants.

LE CABINET MINISTERIEL devrait subir des mouvements en janvier. La liste des éventuels "démissionnés" comporte les noms des vice-ministres de la Présidence Antonio Ibarra et de l'Economie Noel Vidaurre, des ministres des Relations extérieures Enrique Dreyfus et de l'Intérieur Carlos Hurtado, du directeur de l'Institut national de l'eau (INAA) Roger Mendieta, du Procureur général de la république Duilio Baltodano et du ministre des Affaires sociales (INSSBI), Silviano Matamoros.

EL SALVADOR. Le président Cristiani ne participe pas à la dernière rencontre de l'année entre son gouvernement et la guérilla, qui se déroule à New York. Mais il a cependant fait savoir qu'il pourrait s'y rendre si le Secrétaire général de l'ONU - qui y participe en personne - l'estime nécessaire. Dans ce cas, il viendrait négocier directement avec la guérilla les derniers détails de l'accord de paix.